



Au service
des peuples
et des nations

PNUD ACTU

Bulletin d'information du Programme des Nations Unies pour le Développement au Cameroun



cherche. Le Groupe des Nations Unies pour le développement a lancé onze consultations thématiques mondiales et des consultations nationales dans plus de 60 pays.

Pour le Cameroun, figurer parmi les pays où des consultations nationales appuyées par le Système des Nations Unies sont organisées a constitué une occasion unique d'influencer les débats mondiaux sur les priorités post 2015. L'exercice national a servi de cadre pour mobiliser les acteurs clés et les populations par un dialogue constructif reflétant les préoccupations du Cameroun. C'était aussi l'opportunité pour les camerounais de se joindre aux millions de personnes dans le monde qui discutent, conçoivent, proposent et contribuent à la construction de « L'avenir que nous voulons ». Cela a été fait à travers

les consultations thématiques organisées à Bamenda, Bertoua, Douala et Maroua entre le 10 avril et le 4 mai 2013. Plus de 60 Délégués, représentant les départements ministériels, les acteurs du monde académique, du secteur privé, de la société civile et les populations du Cameroun, avec l'appui et la contribution de toutes les agences des Nations Unies, ont participé à ces consultations. Plusieurs thématiques en sont ressorties comme des priorités de développement, notamment la santé, l'éducation, l'environnement, les infrastructures, l'emploi ainsi que la Gouvernance, considérée comme transversale.

Depuis l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le Développement en 2000, des progrès considérables ont été enregistrés. La pauvreté continue de diminuer à travers le monde, les enfants scolarisés au primaire n'ont jamais été aussi nombreux, les décès d'enfants ont diminué de façon spectaculaire, l'accès à l'eau potable a été très élargi et les investissements axés sur la lutte contre le paludisme, le sida et la tuberculose ont sauvé des millions de vies.

Lors du Sommet de 2010 sur les OMD, les États Membres de l'ONU ont pris des mesures pour promouvoir le programme de développement au-delà de 2015. Ils ont organisé un processus de consultations ouvertes et participatives. Des organisations de la société civile du monde entier se sont engagées dans le processus pour l'après-2015 ainsi que les établissements universitaires et autres instituts de re-

Dans ce numéro:

- Programme de développement Post 2015: le rapport du groupe d'expert a été remis au Secrétaire Général de l'ONU
- Education sur la conservation de la Biodiversité: les élèves des écoles et lycées de Mbalmayo ont reçu des cours sur la préservation de leur environnement
- Protection des droits humains associés au VIH
- Des étudiants de l'IRIC en visite d'étude au PNUD
- Helen Clark récompense le personnel
- Retraite annuelle du PNUD Cameroun

Programme de développement Post - 2015

Le Rapport du groupe d'expert a été remis au Secrétaire Général de l'ONU



THE WORLD WE WANT

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-moon, a mis en place une Équipe spéciale du système des Nations Unies chargée de coordonner les préparatifs pour l'après-2015. Il a annoncé, en juillet 2012, le nom des 27 membres d'un Groupe de haut niveau pour le conseiller sur le développement mondial après 2015. Le Groupe d'experts devait réfléchir aux nouveaux défis du développement, tout en s'appuyant sur l'expérience acquise dans la réalisation des OMD.

Le Groupe a remis son rapport au Secrétaire général en mai 2013. Ce rapport, fruit des travaux du Panel de haut niveau pour le programme de développement après 2015, établit une feuille de route qui remédie aux lacunes antérieures du processus des OMD en établissant des institutions qui soient « transparentes, responsables et adaptées aux besoins des individus ».

« Le programme de développement après 2015 est une chance pour ouvrir une nouvelle ère, une ère qui verra l'élimination de la pauvreté extrême et aboutira à un monde de prospérité, d'équité et de dignité pour tous »,

a déclaré le Secrétaire Général de l'ONU.

Le rapport lui a été remis par le

Vice-président du Panel de haut-niveau, Susilo Bambang Yudhoyono, Président de l'Indonésie, au nom des deux autres vice-présidents, Ellen Johnson Sirleaf, Présidente du Libéria et David Cameron, Premier Ministre du Royaume-Uni.

Dans leur rapport, les 27 membres du Panel de haut niveau établissent une cible d'éradication de l'extrême pauvreté pour 2030 et soulignent l'universalité du nouveau programme de développement, qui doit s'appliquer tout aussi bien aux pays du Nord qu'à ceux du Sud.

Ils appellent de leurs vœux cinq changements de paradigme :
passer d'une « réduction » de l'extrême pauvreté à son élimination, ne laisser personne sur le bord de la route, mettre le développement durable au cœur du programme de développement, transformer les économies en moteurs d'une croissance inclusive, bâtir des institutions transparentes et ouvertes au service de la bonne gouvernance et, enfin, établir un nouveau partenariat global basé sur la coopération, l'équité et les droits humains.

Le Panel de haut niveau présentera le Rapport devant l'Assemblée générale en septembre 2013.

Consultations à Bamenda, Bertoua et Yaoundé en images



Les élèves de la ville de Mbalmayo sont éduqués sur la conservation de la biodiversité



biodégradables produits dans chaque établissement scolaire en compost.

Grâce à cette initiative, les élèves sont plus conscients dès l'école primaire des notions telles que la lutte contre la dégradation des sols, les changements climatiques, la conservation de la biodiversité et la préservation de l'habitat naturel des espèces fauniques et floristiques. Ils sont sensibilisés par les enseignants, mais aussi par leurs camarades par le biais des clubs environnements créés dans les établissements ciblés.

L'Organisation des Femmes Actives pour le Développement Durable (OFADED) en collaboration avec le GEF Small Grants Programme a signé des conventions de partenariat avec 10 établissements scolaires primaires et secondaires de la ville de Mbalmayo, dans le but de les accompagner dans la mise en œuvre des actions de renforcement des capacités des élèves sur l'éducation environnementale. Six mille six cent soixante et onze (6671) élèves ont été sensibilisés au cours de l'année scolaire 2012-2013 sur la pratique d'aménagement paysager des campus scolaires à travers la création des espaces verts et la valorisation des déchets

« Grâce aux activités que nous avons menées sur la protection de l'environnement, l'espace vert créé a contribué à l'aménagement et à la propreté de notre collège. Nous avons également appris à connaître les menaces que subit la biodiversité en général et la faune en particulier, et nous sommes déterminés à agir d'arrache-pied pour la protection de notre environnement », a déclaré Mille Mbam Nyamsi Thérèse, élève au collège Saint Cœur de Marie après le voyage d'étude effectué au parc zoo-botanique de Mvogt betsi à Yaoundé.

L'Organisation des Femmes Actives pour le Développement Durable a reçu un fi-

nancement d'environ 31 400 USD en juillet 2012 du Programme de Microfinancement du Fonds pour l'Environnement Mondial pour la mise en œuvre de ce projet.

A terme, cette association compte étendre le projet dans tous les autres établissements des arrondissements du département du Nyong et So'o. En effet, aussi bien OFADED que ses partenaires dont le GEF Small Grants Programme, sont conscients qu'il y a fort à faire en matière d'éducation environnementale en milieu scolaire. A ce jour, le projet a touché 3,44% des institutions académiques que compte le département du Nyong et So'o.

« Les activités d'OFADED au sein de notre établissement depuis le début de l'année sont vraiment positives car elles nous ont permis de renforcer l'éducation des élèves et leur implication dans la protection de l'environnement. Leurs comportements envers les fleurs et les arbres plantés à l'école ont changé depuis qu'ils sont plus conscients de l'importance de la protection de l'environnement »,

M. Bellinga Ongola Pierre, Directeur de l'école publique d'Obeck 3.

A propos du GEF Small Grants Programme

Le Programme de Micro Financement du Fonds pour l'Environnement Mondial (PMF/FEM) connu sous l'acronyme anglo-saxon GEF Small Grants Programme, a été lancé en

1992 pour promouvoir les initiatives des communautés de base afin de répondre aux problèmes de l'environnement mondial. Le GEF Small Grants Programme vise à obtenir des avantages pour l'environnement mondial dans les différents domaines d'intervention du FEM par un appui

financier à la mise en œuvre des initiatives communautaires.

Financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et mis en œuvre par le PNUD au nom des trois agences d'exécution du FEM, que sont la Banque Mondiale, le PNUD et le PNUE.

Lutte contre le Sida:

Les Organisations de la société civile ont été formées sur la protection des droits humains associés au VIH



L'équipe Conjointe des Nations Unies sur le Sida, à travers l'ONUSIDA, Le Bureau International du Travail (BIT), le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique Centrale (CNUDHD), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), et l'ONU FEMMES ont organisé, en collaboration avec le (Comité National de Lutte contre le Sida (CNLS – Littoral) un atelier de formation des Organisations de la Société Civile sur la protection des Droits Humains associés au VIH. L'atelier s'est tenu à Douala du 10 au 12 juillet 2013.

Cet atelier rentrait dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations issues de la Commission Mondiale sur le VIH et le droit à laquelle a pris part le Cameroun en 2012, et de la recommandation 200 du BIT.

Le conseil est une phase importante de la prise en charge de la maladie : « En 2002, j'ai découvert le test de dépistage de mon père dans la poche de son habit alors que j'allais déposer ses vêtements au pressing et j'ai énormément pleuré. Me référant à un conseiller, j'ai abordé la conversation avec mon père. Ceci lui a permis d'informer ma mère alors qu'il n'avait pas le courage de le faire. Depuis lors, toute la famille est engagée dans la lutte contre le VIH », confie un participant.

La discrimination liée au VIH est non seulement une violation des droits de l'homme, mais il est également nécessaire de contrer la discrimination et la stigmatisation pour atteindre les buts en matière de santé publique et vaincre l'épidémie.

Les participants ont examiné l'état de la mise en œuvre des recommandations de

l'étude de l'index de la Stigmatisation et de la Discrimination des Personnes Vivant avec le VIH (PVVIH) au Cameroun menée entre 2010 et 2011. Cette étude a révélé que, malgré les efforts menés ces dernières années en matière de réduction de la stigmatisation et de la discrimination liée au VIH, les violations des droits des Personnes Vivant avec le VIH (PVVIH) sont récurrents dans différents milieux de vie et en particulier sur le lieu de travail, le milieu de soin et dans les communautés. Ceci porte notamment sur la violation du secret médical, la violation du droit au travail, le dépistage sérologique sans consentement des travailleurs dans le monde du travail. Ce phénomène est observé à travers le refus d'administrer les soins aux personnes soupçonnées ou porteuses du Virus, de l'indexation des PVVIH par le personnel sanitaire.

La stigmatisation est réelle: « Je regrette la manière dont j'ai perçu cette dame et son fils alors que j'étais chargé de leur administrer les soins », confie un participant après l'atelier.

La formation sera ensuite suivie du renforcement des capacités des professionnels de la santé sur la même thématique portant sur les droits humains liés au VIH/Sida.

Equipe de rédaction

**Bulletin d'information
PNUD Cameroun
N°010/Juillet 2013**

Directeur de Publication
Najat Rochdi

Directeur de la rédaction
Corneille Agossou

Rédacteur en Chef et Design
Marie Bibiane Ndah Batuo

Ont participé à la rédaction de cette édition

Narcisse Chimi
Aimé Kamga Fogué
Marie Laure Mpeck Nyemeck
Ngiomatou Françoise Mireille

Comité de Relecture

Lisa Simrique Singh
Martin Zeh Nlo
Zephirin Emini
Anastasie Makuiate Nkuiate
Denise Nomssi Nobiace

Contact

Email: registry.cm@undp.org
Tel. (237) 22 20 08 00/01
Fax. (237) 22 20 07 96
web. www.cm.undp.org

Suivez nous sur Facebook et Twitter

Des Etudiants de l'Institut des Relations Internationales (IRIC) du Cameroun en visite d'étude au PNUD



Plus d'une vingtaine d'étudiants de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun ont été reçus par M. Corneille Agossou, Représentant Résident adjoint du PNUD le 31 mai 2013.

Cette visite a été une occasion pour les étudiants en Diplomatie et en Coopération internationale et action humanitaire pour le développement durable, de connaître les missions et objectifs du PNUD. Les échanges sur la coopération entre le PNUD et le Gouvernement du Cameroun ont permis de débattre sur les priorités du PNUD pour les cinq prochaines années, ainsi que de quelques résultats obtenus pendant le cycle de coopération 2008-2012.

L'administrateur du PNUD, Helen Clark, récompense le personnel pour les années passées au service du développement humain durable



Sylvie Essola Dzou
Human Resources Associate
15 ans de service



Corneille Agossou
Représentant
Résident Adjoint
10 ans de service



Julius Atemkeng
Chauffeur
10 ans de service

Retraite 2013 du PNUD Cameroun "Ensemble vers une dynamique d'excellence"



C'est dans un esprit positif et d'équipe que le personnel du PNUD au Cameroun s'est retiré pendant trois jours du 12 au 14 juin 2013 à Ebolowa, pour sa retraite annuelle.

Cette retraite a permis à l'équipe de se ressourcer, de prendre de nouveaux engagements pour une meilleure efficacité et de meilleurs résultats dans son travail au service de la nation camerounaise.

Personnel du PNUD Cameroun à Ebolowa